



**jti** **CERTIFIÉ**

**BNA**

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com) Prix: 300F cfa

**ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

**BRVM**

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

**COMMERCE DE CONTREFAÇONS DANS LE MONDE**

**La valeur atteint 467 milliards USD**

page 3



**TRANSFORMER L'INDUSTRIE CRÉATIVE EN AFRIQUE**



**Afreximbank annonce un milliard de dollars américains**

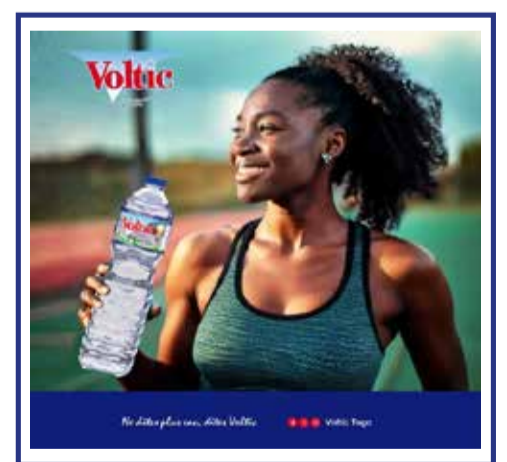
**ENJEUX DU NUMÉRIQUE**



**L'Université de Lomé accueille la 11e Journée de l'Internet Society, centrée sur l'IA et la gouvernance numérique**

**INVESTISSEMENT**

**L'américain KoBold veut investir plus de 1 milliard \$ dans le lithium de Manono en RDC**



**L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA\***

**CANALBOX**  
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

8866 [www.canalbox.tg](http://www.canalbox.tg)

\*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel



Enjeux du numérique

# L'Université de Lomé accueille la 11e Journée de l'Internet Society, centrée sur l'IA et la gouvernance numérique

Depuis le 05 mai 2025, le centre Unipod de l'Université de Lomé accueille la 11e édition de la Journée de l'Internet Society (ISOC-Togo), un événement phare centré sur la gouvernance de l'Internet et les défis posés par la transition technologique rapide, notamment autour de l'intelligence artificielle (IA). Plus de 80 participants issus du secteur public, privé, académique et de la société civile se réunissent pour débattre et forger des alliances autour d'un sujet crucial pour l'avenir numérique du Togo.

Anissatou AFFO

Placée sous le signe de la participation équitable, cette édition se distingue par son format multiacteurs. « Ce forum est unique car il réunit, sur un pied d'égalité, tous les acteurs de l'écosystème numérique pour réfléchir à l'avenir numérique du pays », a souligné Vitus Emmanuel Agbenowossi, président d'ISOC-Togo. Au programme : une école nationale sur la gouvernance de l'Internet, des forums jeunesse et des simulations de négociations multiacteurs enrichissant ainsi le débat et l'engagement des diverses parties prenantes. Les discussions se sont

concentrées sur des thèmes variés tels que les infrastructures numériques, les politiques publiques, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, l'impact des réseaux sociaux, ainsi que les opportunités pour les jeunes dans la révolution numérique. L'un des objectifs clés reste de faire du Togo un acteur actif de la quatrième révolution industrielle. Agbenowossi a également évoqué l'objectif à long terme de l'événement : « Nous avons formé des juristes, ingénieurs et décideurs aux fondements techniques et stratégiques de l'Internet, pour que demain, ils soient les architectes d'un numérique souverain et inclusif ». Cela témoigne d'une volonté

claire d'autonomiser les jeunes talents togolais pour qu'ils puissent jouer un rôle de premier plan dans la quatrième révolution industrielle. L'intelligence artificielle, au centre des discussions cette année encore, s'impose comme un levier de transformation dans les secteurs publics et privés. Cette continuité thématique fait écho à l'édition précédente, en 2024, où experts, universitaires et décideurs avaient déjà souligné l'importance des innovations de rupture et de l'IA pour le développement du pays. Par ailleurs, ISOC-Togo poursuit ses efforts pour un accès équitable au



numérique. Quelques semaines avant ce forum, l'organisation avait engagé un travail sur l'intégration des langues nationales dans le système mondial de nommage Internet, un domaine encore largement dominé par l'alphabet latin. En outre, dans un souci de réduire les inégalités d'accès au numérique, l'ISOC-Togo a annoncé le lancement prochain d'un réseau Internet communautaire à Atti Akakpé, une localité encore non connectée à la fibre, située à 60 km au nord-ouest de Lomé. Cette initiative marque un pas important

vers une inclusion numérique plus large et une amélioration des conditions de vie des populations locales. À travers cet événement, le Togo démontre sa volonté de prendre sa place comme acteur clé dans la gouvernance numérique mondiale, tout en sensibilisant les citoyens aux enjeux du numérique et aux opportunités qu'il engendre pour les jeunes générations. La 11e Journée de l'Internet Society est donc plus qu'un simple forum ; c'est un moment d'échanges qui pourrait dessiner les contours d'un avenir numérique prometteur pour le pays.

ZLECAF

## Des commissionnaires en douane agréés formés sur le package accords et les documents commerciaux

En vue d'améliorer les exportations/importations sous continentales, une quarantaine de commissionnaires en douane agréés regroupés dans les organisations telles que UPRAD, ACAD et CONVERGENCE, ont bénéficié du 06 au 07 mai 2025, au sein du ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, d'une session de renforcement de capacités sur l'accord ZLECAF et ses dispositifs.

Patience SALLAH

Cette formation a été une occasion pour les participants d'avoir une compréhension approfondie et d'être capable de mettre en

application les dispositifs prévus dans le cadre de la ZLECAF. Spécifiquement, elle a permis de sensibiliser les participants sur l'accord ZLECAF et ses dispositifs ; Sensibiliser les participants sur les règles d'origine de la ZLECAF ; Former les participants sur

les documents commerciaux ; Expliquer la liste des concessions tarifaires de la catégorie A dans le cadre de l'accord de la ZLECAF ; Expliquer l'utilisation des codes additionnels configurés à cet effet suivant les catégorisations des accords de la ZLECAF.

La cérémonie d'ouverture de cette formation qui intervient dans le cadre de l'Accord portant création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF), signé le 21 mars 2018 à Kigali par 54 Etats membres de l'Union Africaine dont le Togo est entré dans sa phase opérationnelle le 1er janvier 2021 et qui vise la libéralisation du commerce des marchandises et celui des services, a été présidée par Katchali BATACHASSI, Directeur du commerce extérieur, représentant Madame Kayi MIVEDOR-

SAMBIANI, Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, en présence du représentant du chef programme de la GIZ et de représentant du président de l'UPRAD Togo. Pour rappel, le Togo étant l'un des Etats engagé dans la ZLECAF, est soutenu par la coopération allemande et l'Union Européenne, à travers le Programme pour la Promotion de la Compétitivité du secteur privé (ProComp) qui a pour objectif d'améliorer la compétitivité du secteur privé au Togo.

### ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

#### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

#### Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

#### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

#### Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

#### Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

#### Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000



Commerce de contrefaçons dans le monde

## La valeur atteint 467 milliards USD

*Le commerce de produits contrefaits représente un réel danger pour les économies, les consommateurs et les chaînes d'approvisionnement partout dans le monde, selon un nouveau rapport établi conjointement par l'Ocde et l'Euipo. D'après les estimations fondées sur les toutes dernières données disponibles, les biens de contrefaçon ont représenté 467 milliards Usd des échanges mondiaux en 2021. Depuis, les mécanismes à l'œuvre dans le commerce mondial de produits de contrefaçon et les risques qu'il pose sont toujours d'actualité.*

Freddy KPATIDE

Intitulé Mapping Global Trade in Fakes 2025 : Global Trends and Enforcement Challenges, le rapport consacré à la quatrième étude sur la situation mondiale du commerce de contrefaçons brosse un tableau détaillé des échanges de produits contrefaits dans le monde et livre des conseils pratiques afin d'aider les décideurs publics à protéger les consommateurs, à soutenir les entreprises agissant dans la légalité et à préserver l'intégrité des échanges internationaux. Selon le document, l'habillement, les chaussures et la maroquinerie restent parmi les secteurs les plus touchés, puisque ces produits représentent 62 % des biens contrefaits saisis. Mais le rapport révèle que la contrefaçon concerne

un large éventail de secteurs et n'épargne quasiment aucun aspect de notre vie quotidienne. Les contrefaçons dangereuses (pièces détachées automobiles, médicaments, cosmétiques, jouets et produits alimentaires) sont de plus en plus répandues, ce qui représente des risques graves pour la santé et la sécurité des consommateurs.

« Le commerce illicite fait peser une menace sur la sécurité publique, porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle, et freine la croissance économique. Et ces risques pourraient encore s'aggraver à l'heure où les contrefacteurs utilisent les nouvelles technologies et de nouvelles techniques pour éviter les contrôles », a déclaré Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE.

« L'OCDE, qui assure un

suivi continu du commerce de contrefaçons dans le monde, a dressé un état des lieux de ce phénomène dont il ressort qu'il est indispensable que les autorités adoptent de nouveaux outils, renforcent leur coopération et intensifient le partage d'informations », a-t-il ajouté.

### Les 20 catégories de produits les plus contrefaits ou piratés, 2020-21

Si les biens contrefaits proviennent principalement de Chine (les contrefaçons chinoises représentaient 45 % de l'ensemble des saisies déclarées en 2021), d'autres pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine sont également impliqués dans ce commerce.

Le rapport montre par



ailleurs l'évolution des routes commerciales. Il apparaît que les contrefacteurs utilisent de plus en plus les voies navigables internationales et adoptent des stratégies de « localisation » qui consistent à acheminer séparément des pièces non assemblées et des matériaux d'emballage en vue de procéder à l'assemblage des produits contrefaits au plus près des marchés finaux, et déjouer ainsi les contrôles.

Les contrefacteurs sont de plus en plus habiles pour produire rapidement de fausses versions de produits très demandés, à les promouvoir en ligne et tirer parti de modes d'expédition moins surveillés ; ainsi environ 65 % des saisies concernent des courriers ou des petits colis, ce qui témoigne d'un usage

croissant de modes d'envoi rapides, pratiques et peu contrôlés.

Face à cette menace mondiale, le rapport prône un suivi continu et des réponses plus coordonnées, notamment un partage d'informations en temps réel entre les services des douanes, de police, les cellules de renseignement financier et les autorités de surveillance des marchés. Une coopération plus étroite et l'échange de bonnes pratiques entre les intermédiaires commerciaux, les services postaux et de transport, les zones franches et les entreprises de logistique sont essentiels pour prévenir une utilisation abusive de leurs réseaux.

Togo-Bénin

## Vers une gestion intégrée du bassin du Mono pour un développement durable

*Cette semaine, les autorités togolaises se sont réunies à Lomé avec une délégation de l'Union européenne (UE) pour discuter d'un ambitieux projet de gestion concertée des eaux du bassin du Mono. Ce projet, qui s'inscrit dans une démarche socio-économique, vise à doter cette région d'un système de gestion intégré, capable de répondre aux enjeux environnementaux, agricoles et hydriques qui se posent sur les deux rives du fleuve Mono.*

Anissatou AFFO

La ministre togolaise en charge de l'Eau, Mila Aziablé, a ouvert la réunion en soulignant l'importance d'adopter les meilleures approches pour la mise en œuvre d'un projet durable. La création de l'Autorité du Bassin du Mono (ABM) en 2014 était déjà un premier pas vers une meilleure gestion des ressources en eau dans cette zone partagée. Ce système de gouvernance locale devra aujourd'hui être renforcé

pour faire face à de nombreux défis, tels que les inondations récurrentes, la pollution des cours d'eau et la dégradation des écosystèmes. « Il s'agit d'identifier les meilleures approches pour la mise en œuvre d'un projet durable, autour de l'Autorité du bassin du Mono ».

Les ministères sectoriels, dont ceux de l'agriculture, de l'énergie, des mines et de l'environnement, ont été mobilisés pour approfondir les diagnostics concernant les problématiques spécifiques rencontrées dans la région.

L'objectif est clair : garantir un approvisionnement en eau de qualité pour l'agriculture et la population tout en préservant les ressources naturelles.

Selon Sylvia Favret, cheffe d'équipe pour l'investissement durable à l'UE, le projet mettra l'accent sur des infrastructures phares qui serviront de socle pour renforcer les capacités locales et fournir d'autres soutiens techniques. Cette approche intégrée permettra non seulement de mieux gérer les ressources en eau, mais

aussi de réduire les impacts néfastes de la pollution et de l'urbanisation galopante. « Il s'agira de prioriser des infrastructures phares, autour desquelles s'articuleront les renforcements de capacités et les autres appuis techniques », a-t-elle précisé.

À la suite de cette réunion en terre togolaise, une mission similaire sera effectuée à Cotonou, au Bénin, témoignage de l'engagement des deux pays à collaborer pour une gestion durable de cette ressource précieuse. Ce projet de gestion intégrée des eaux du bassin du Mono représente une opportunité inédite pour renforcer la résilience des communautés tout en préservant les écosystèmes vitaux pour les générations futures.

La coopération transfrontalière entre le

Togo et le Bénin, soutenue par l'UE, est cruciale pour le succès de cette initiative. En unissant leurs efforts, les deux nations espèrent créer un modèle de développement qui respire l'harmonie environnementale tout en favorisant un développement socio-économique durable.

Notons que, le bassin du Mono, qui s'étend sur environ 24 300 km<sup>2</sup> dont 88 % sont situés au Togo, n'est pas seulement essentiel pour l'agriculture et la pêche, mais il joue également un rôle stratégique dans l'approvisionnement en eau potable et la production d'énergie, notamment grâce au barrage de Nangbeto. Sa biodiversité riche, favorisée par un climat propice, est cependant menacée par diverses pressions environnementales.



Transformer l'industrie créative en Afrique

## Afreximbank annonce un milliard de dollars américains

*Dans le cadre de son programme Creative Africa Nexus (CANEX), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), par l'intermédiaire de sa branche d'investissement à impact sur le développement, le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), s'est engagée à lancer l'Africa Film Fund (« le Fonds »).*

Yves ATCHANOUVI

Le budget de ce projet transformateur qui vise à révolutionner l'industrie cinématographique et créative en Afrique pouvant atteindre un milliard de dollars américains, soit environ 578 milliards FCFA.

Cette initiative fait suite à l'engagement du Groupe Afreximbank lors du CANEX Weekend (CANEX WKND 2024) à Alger, en Algérie, en octobre 2024, où la Banque a annoncé son intention de lancer un fonds de capital-investissement cinématographique par l'intermédiaire de la FEDA pour soutenir la production et la distribution de films en Afrique et permettre aux cinéastes africains de créer des contenus attrayants à l'échelle mondiale.

Le Fonds jouera un rôle essentiel dans la promotion de la production et de la distribution mondiale de films et de séries télévisées de haute qualité, amplifiant ainsi davantage l'influence culturelle de l'Afrique mondiale à travers le monde. Ce faisant, le Fonds servira de catalyseur pour attirer et orienter des capitaux patients cruciaux vers l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle de l'Afrique mondiale, mobilisant des ressources qui permettraient aux cinéastes et aux conteurs de produire des contenus de classe mondiale qui résonnent à l'échelle mondiale.

Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, l'industrie cinématographique et audiovisuelle africaine génère un chiffre d'affaires annuel estimé à 5 milliards de dollars et emploie plus de 5 millions de personnes sur le continent. Cependant, l'industrie

cinématographique africaine est depuis longtemps confrontée à des difficultés, notamment un accès limité aux installations et équipements de production, une pénurie de ressources de postproduction avancées et un manque d'infrastructures d'exploitation suffisantes, illustrées par moins de 2 000 écrans de cinéma et un accès limité aux plateformes numériques. Les interventions d'Afreximbank par l'intermédiaire de la FEDA visent à résoudre certains de ces problèmes, et bien d'autres encore.

A en croire le Prof Benedict Oramah, président d'Afreximbank et président des conseils d'administration d'Afreximbank et de FEDA, le cinéma est une pierre angulaire du programme Creative Africa Nexus (CANEX) et la création de l'Africa Film Fund arrive à point nommé car elle contribuera à accélérer la croissance du secteur créatif africain, qui a connu une croissance rapide mais continue de faire face à des défis importants, notamment le financement, la mise à l'échelle et l'accès aux marchés mondiaux.

« Grâce à des investissements dans le secteur cinématographique, parallèlement à des initiatives telles que les CANEX Shorts Awards, Afreximbank s'engage à célébrer et à amplifier un éventail diversifié de voix et d'expériences africaines, catalysant ainsi l'industrie créative et libérant son potentiel pour stimuler la croissance économique à travers l'Afrique » a-t-il indiqué.

Pour Marlene Ngoyi, PDG de FEDA, l'Africa Film Fund ne se limite pas au financement de films ; il vise à bâtir un écosystème florissant qui



valorise les talents créatifs de l'Afrique, favorise les échanges culturels et catalyse la transformation économique.

« Chez FEDA, nous nous engageons à ce que cette initiative ait un impact tangible et des retombées durables » précise Marlene Ngoyi.

« Ce fonds contribuera à libérer tout le potentiel de l'économie créative africaine en offrant aux créateurs africains la plateforme, les ressources et la visibilité qu'ils méritent. Il reflète notre conviction que la culture n'est pas seulement un pouvoir d'influence, mais un atout stratégique pour la croissance économique, l'autonomisation des jeunes et l'intégration régionale » a laissé entendre Kanayo Awani, Vice-président exécutif du développement du commerce intra-africain et des exportations d'Afreximbank. Selon Viola Davis, cofondatrice de JVL Media LLC et actrice lauréate d'un EGOT (Emmy, Grammy, Oscar, Tony), les histoires africaines sont profondément humaines et universellement puissantes. Ce Fonds invite le monde à découvrir l'Afrique à travers le regard de ses propres créateurs : audacieux, sans filtre et riche de vérité.

« Je suis fière de participer à cette étape décisive vers une industrie cinématographique mondiale plus inclusive » a-t-il précisé.

« C'est un rêve de longue date pour moi de pouvoir raconter des histoires à l'échelle mondiale. Je suis reconnaissant et ravi de collaborer avec nos amis d'Afreximbank et de FEDA afin de soutenir le

développement et la création de contenus de qualité en Afrique et au-delà » a déclaré Boris Kodjoe, acteur primé et associé directeur de FC Media Group.

Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (« FEDA ») est la filiale d'investissement d'impact d'Afreximbank ([www.afreximbank.com](http://www.afreximbank.com)). Il a été créé pour fournir des fonds propres, des quasi-fonds propres et des capitaux d'emprunt afin de combler le déficit de financement de plusieurs milliards de dollars (notamment en fonds propres) nécessaire à la transformation du secteur commercial en Afrique.

Le FEDA poursuit une stratégie d'investissement multisectorielle tout au long de la chaîne de valeur du commerce intra-africain, du développement des exportations à valeur ajoutée et de l'industrie manufacturière. Cette stratégie inclut les services financiers, la technologie, les biens de consommation et de détail, l'industrie manufacturière, le transport et la logistique, l'agroalimentaire, ainsi que les infrastructures auxiliaires facilitant le commerce, telles que les parcs industriels. À ce jour, le FEDA a investi plus de 590 millions de dollars américains dans des entreprises et des projets dans le cadre de ses différentes initiatives de fonds, dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière, l'agroalimentaire, les services financiers, la santé et l'industrie pharmaceutique, entre autres.

La Banque africaine d'import-

export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dont le mandat est de financer et de promouvoir le commerce intra et extra-africain. Depuis plus de 30 ans, la Banque déploie des structures innovantes pour proposer des solutions de financement qui soutiennent la transformation de la structure du commerce africain, accélérant l'industrialisation et le commerce intrarégional, stimulant ainsi l'expansion économique du continent. Fervent partisan de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECA), Afreximbank a lancé un Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), adopté par l'Union africaine (UA) comme plateforme de paiement et de règlement pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECA. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECA et l'UA, la Banque a mis en place un Fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars américains pour soutenir les pays participant efficacement à la ZLECA. Fin décembre 2024, le total des actifs et des provisions pour imprévus d'Afreximbank s'élevait à plus de 40,1 milliards de dollars américains, et ses fonds propres à 7,2 milliards de dollars américains. Afreximbank bénéficie de notations de qualité « investment grade » attribuées par GCR (échelle internationale) (A), Moody's (Baa1), China Chengxin International Credit Rating Co., Ltd (CCXI) (AAA), Japan Credit Rating Agency (JCR) (A-) et Fitch (BBB). Afreximbank est devenue un groupe composé de la Banque, de sa filiale de fonds d'investissement à impact social, le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), et de sa filiale de gestion d'assurance, AfrexInsure (ensemble, « le Groupe »). Le siège social de la Banque est situé au Caire, en Égypte.

# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 7 mai 2025

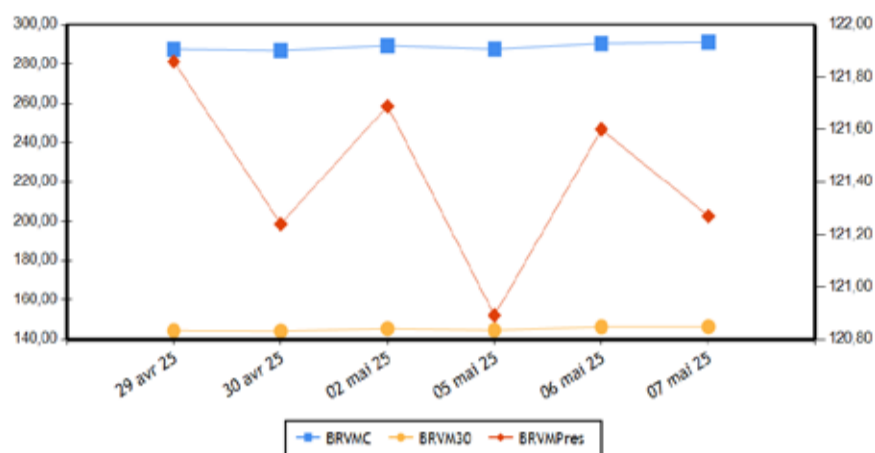
N° 86

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>291,26</b>
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	5,52 %

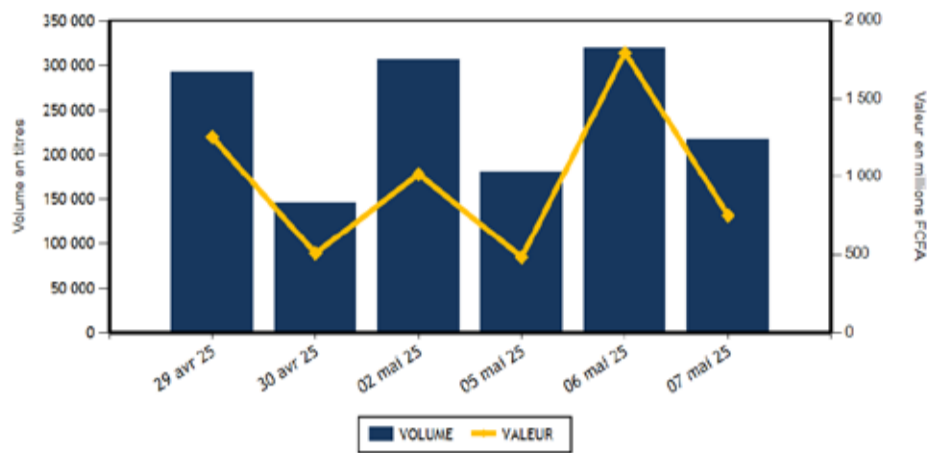
<b>BRVM 30</b>	<b>146,29</b>
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	5,44 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>121,27</b>
Variation Jour	-0,27 %
Variation annuelle	5,60 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 231 810 119 007	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	215 415	-32,45 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	745 586 346	-58,25 %
Nombre de titres transigés	45	-2,17 %
Nombre de titres en hausse	22	10,00 %
Nombre de titres en baisse	14	-17,65 %
Nombre de titres inchangés	9	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 491 813 190 083	-0,11 %
Volume échangé	1 034	-21,90 %
Valeur transigée (FCFA)	6 908 200	-30,55 %
Nombre de titres transigés	3	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	3 225	7,50 %	74,32 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	540	6,93 %	8,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	600	6,19 %	0,00 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	580	5,45 %	-22,67 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 150	4,88 %	-2,27 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLIC)	2 600	-7,47 %	4,00 %
SITAB CI (STBC)	9 505	-4,95 %	30,21 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 250	-3,70 %	7,08 %
UNILEVER CI (UNLC)	10 710	-2,64 %	65,41 %
BERNABE CI (BNBC)	1 000	-2,44 %	-6,10 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	121,27	-0,27 %	5,60 %	33 829	306 055 965	9,32
BRVM-PRINCIPAL	38	158,23	0,67 %	14,57 %	181 586	439 530 381	12,80

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	144,43	0,58 %	23,07 %	111 767	452 121 805	25,54
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	748,58	0,11 %	-2,02 %	9 042	77 369 445	10,24
BRVM - FINANCES	16	113,96	0,43 %	12,00 %	63 975	138 958 756	7,27
BRVM - TRANSPORT	2	345,28	-2,69 %	5,08 %	3 291	4 690 065	4,36
BRVM - AGRICULTURE	5	260,81	1,14 %	32,34 %	17 072	53 029 645	8,61
BRVM - DISTRIBUTION	7	342,64	-1,28 %	2,20 %	9 735	18 284 150	28,14
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	670,21	-0,19 %	3,19 %	533	1 132 480	22,58

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,74	0,15 %	-2,26 %	4 779	61 292 995	10,14
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,17	2,96 %	-0,83 %	15 449	11 753 775	39,36
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	112,00	0,44 %	12,00 %	63 975	138 958 756	7,27
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	127,93	0,48 %	27,93 %	42 258	311 145 840	21,77
BRVM - INDUSTRIELS	7	120,18	0,81 %	20,18 %	78 494	191 805 380	8,61
BRVM - ENERGIE	4	102,53	-3,46 %	2,53 %	6 197	14 553 150	13,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	105,36	-0,91 %	5,36 %	4 263	16 076 450	8,94



Investissement

## L'américain KoBold veut investir plus de 1 milliard \$ dans le lithium de Manono en RDC

*(Agence Ecofin) - Avec 842 millions de tonnes de ressources à une teneur en lithium de 1,61 %, Manono est le plus grand gisement de lithium en RDC. Alors que l'actif fait depuis des années l'objet d'un litige qui ralentit son développement, l'arrivée de nouveaux investisseurs peut changer la donne.*

**K**oBold Metals a publié dans la soirée du mercredi 7 mai un accord-cadre visant à acquérir la participation de l'australien AVZ Minerals dans le gisement de lithium Manono en RDC. La société américaine, soutenue par les milliardaires Jeff Bezos et Bill Gates, prévoit d'investir plus de 1 milliard \$ pour « amener le lithium de Manono sur les marchés occidentaux ».

Peu de détails ont été révélés dans le communiqué daté du 6 mai et signé par Kurt House et Nigel Ferguson, respectivement CEO de KoBold et d'AVZ. Mais selon des informations relayées en mars par l'Agence Ecofin, AVZ recevrait une compensation pour abandonner ses prétentions sur Manono, au profit de la société américaine. Celle-ci développerait alors la partie sud du gisement, tandis que



la section nord resterait sous le contrôle du chinois Zijin Mining.

Une partie du permis revendiquée par AVZ fait en effet l'objet d'un accord signé en 2023 entre la société congolaise Cominière et Zijin. Après avoir mis fin unilatéralement au partenariat qui le liait à AVZ, la Cominière a trouvé cet accord avec la Chine pour lancer l'exploitation du gisement en 2026. AVZ s'y oppose et a déjà

fait condamner la Cominière à plusieurs amendes devant le tribunal arbitral, sans que la question de fond soit tranchée jusqu'ici.

Vers la fin de la procédure judiciaire ?

La situation a évolué au cours des derniers mois, avec la volonté de Kinshasa de nouer un accord sur les minéraux critiques congolais avec les États-Unis, en échange d'un appui de Washington visant à mettre fin à la guerre qui

secoue l'est de la RDC. Au cours des négociations, la partie congolaise a proposé que les entreprises américaines investissent en RDC, ce qui a contribué à accélérer les

gouvernement congolais une suspension de la procédure d'arbitrage lancée pour reprendre le contrôle du projet Manono. Les deux parties se sont également engagées à travailler avec les autres acteurs impliqués, notamment les gouvernements congolais et américain, ainsi qu'à soutenir le processus de paix en cours de négociation.

Si ces annonces ravivent l'espoir de voir le potentiel du gisement se concrétiser, il faut préciser que rien de contraignant n'a encore été paraphé. Les positions de la Cominière et de Zijin Mining relatives à l'arrivée d'un nouvel acteur sur le projet Manono restent inconnues. En cas d'accord définitif, il faudra sans doute compter quelques années pour effectivement lancer la production de lithium, entre d'éventuels travaux d'exploration supplémentaire, des études de faisabilité et la mobilisation du financement. Sur ce dernier plan, notons que KoBold a bouclé en janvier un tour de table auprès des investisseurs ayant permis de lever 537 millions de dollars.

plans de KoBold Metals. La compagnie, qui n'a jamais caché son intérêt pour les minéraux critiques congolais (cuivre notamment), pourrait hériter d'un projet qui héberge 669 millions de tonnes de ressources minérales titrant 1,61 % de lithium, selon une estimation d'AVZ publiée en janvier 2024.

Selon l'accord-cadre, la compagnie australienne a pris l'engagement de proposer au

Fer de Belinga

## Gilles Nembe presse Ivindo Iron sur les retombées locales du projet

*Le ministre des Mines et des Ressources géologiques, Gilles Nembe, a reçu le 7 mai 2025 une délégation d'Ivindo Iron pour faire le point sur l'exploitation de la mine de fer de Belinga. Alors que 200 milliards de francs CFA ont déjà été investis et que l'exploration touche à sa fin, le gouvernement insiste sur l'implication concrète du projet au bénéfice des populations locales.*

**S**ur instruction du président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema, le ministre des Mines et des Ressources géologiques, Gilles Nembe, a reçu le mercredi 7 mai 2025 une délégation d'Ivindo Iron, conduite par son président du Conseil d'administration, Christian Magnagna. Cette rencontre avait pour but de faire le point sur l'avancement du projet d'exploitation de la mine de fer de Belinga,

située dans la province de l'Ogooué-Ivindo.

À cette occasion, le président du Conseil d'administration d'Ivindo Iron a présenté un état d'avancement positif des travaux. Selon lui, près de 200 milliards de francs CFA ont déjà été investis, notamment pour les activités d'exploration et la mise en place des infrastructures logistiques autour du site. Environ 1 000 employés sont mobilisés chaque jour pour faire progresser le chantier.

Un rapport d'activités annuel sera d'ailleurs publié sous peu, témoignant de l'engagement de l'entreprise en faveur d'un développement durable et structurant.

Christian Magnagna a affirmé : « Avec près de 80 % de nos travaux d'exploration désormais finalisés, nous nous orientons pleinement vers l'exploitation de la mine et la mise en place du corridor des infrastructures prévues, en parfaite adéquation avec les orientations fixées par le



gouvernement gabonais et en collaboration avec notre partenaire Fortescue».

Le ministre Gilles Nembe a, de son côté, souligné la volonté du président de la République de conférer au projet Belinga une forte dimension citoyenne. Il a invité Ivindo Iron à renforcer

ses actions en faveur des communautés locales, afin de garantir des retombées concrètes et de dissiper les doutes sur l'impact réel de ce projet d'envergure.

Gabonreview.com



Education

## L'Université de Lomé et CCIT-Togo unissent leurs forces pour l'employabilité et l'innovation économique

*Dans une démarche de rapprochement entre le monde académique et le secteur privé, le professeur Adama Mawulé Kpodar, président de l'Université de Lomé, et monsieur José Kwassi Syménouh, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT-Togo), ont engagé ce mercredi 7 mai 2025 des discussions prometteuses. Au cœur de ces discussions figurent la création d'un centre de langues des affaires et celle d'une École de Commerce, deux projets phares destinés à renforcer l'employabilité des jeunes et la compétitivité des entreprises togolaises.*

Ce partenariat ambitieux de renforcer les passerelles entre le monde académique et le secteur privé togolais par la mise en œuvre d'initiatives concrètes répondant aux défis de l'employabilité, de la compétitivité et de l'adaptation aux exigences du marché national et international. Au cœur de cet accord figurent deux projets phares. Le premier est relatif à la création d'un centre de langues des affaires qui s'occupera de donner aux opérateurs économiques qui le souhaitent, les compétences nécessaires dans certaines langues étrangères notamment en anglais et en chinois

avec une orientation spécifique vers les besoins du secteur privé. Ces formations visent à doter les entreprises et les opérateurs économiques, de jeunes diplômés et professionnels de compétences linguistiques appliquées aux domaines du commerce, de la négociation, de la coopération internationale et des relations d'affaires. Ce volet linguistique, en plus de favoriser l'ouverture internationale des entreprises togolaises, répond à la nécessité d'une main-d'œuvre qualifiée et multilingue dans un contexte d'économie mondialisée. Le deuxième projet

concerne la création d'une École de Commerce. Cette structure spécialisée aura pour mission de former une nouvelle génération de cadres et de professionnels hautement qualifiés, capables de répondre aux réalités du tissu économique local et régional. L'école proposera des programmes orientés vers la pratique, l'innovation entrepreneuriale, le management, la finance, le commerce international, et la transformation digitale, tout en intégrant des stages en entreprise et des échanges avec le monde professionnel. Par cette collaboration, les deux institutions affirment leur volonté de construire une



économie fondée sur le savoir, l'innovation et la compétence, en mettant l'accent sur l'adéquation formation-emploi, le développement du capital humain et la participation active du monde économique à la vie universitaire.

La signature officielle de ce protocole d'accord interviendra dans les prochains jours et marquera une étape clé dans la transformation de l'enseignement supérieur au service du développement économique national.

Ce partenariat consacre l'Université de Lomé comme un acteur clé de l'innovation pédagogique et économique. En rapprochant formation académique et besoins des entreprises, l'Université de Lomé confirme sa capacité à produire non seulement du savoir, mais aussi de la valeur ajoutée pour le développement national. Une avancée majeure qui place résolument l'excellence académique au service de la croissance togolaise.

Santé

## Les sages-femmes encouragées dans leurs missions de planification et de prise en charge des femmes enceintes et des parturientes

*La journée internationale de la sage-femme, placée cette année sous le thème : « les sages-femmes, indispensables à chaque crise » a été célébrée le lundi 5 mai 2025, à Atakpamé.*

La célébration est à l'actif de l'Association des sages-femmes du Togo (AS.SA.TO) avec l'appui du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. L'objectif de cette rencontre est d'encourager les sages-femmes dans leurs missions et aussi leur rappeler leurs obligations et responsabilités en matière de la planification et de la prise en charge des femmes enceintes et des parturientes.

Le thème de la célébration : « les sages-femmes, indispensables à chaque crise » a été développé par la présidente de l'AS.SA.TO, Mme Tchagnao Ladi Leyla. Elle est revenue sur le rôle vital des sages-femmes dans la continuité des soins même en temps de crise. Mme Tchagnao a rappelé combien les sages-femmes sont des actrices incontournables du système de santé, et combien leur contribution est

essentielle, surtout dans les moments les plus critiques.

« Nous avons été mobilisées durant la COVID-19 et dans bien d'autres situations. Malgré les difficultés, nous restons présentes, car chaque femme, chaque nouveau-né, mérite un accompagnement sûr et humain », a-t-elle déclaré. Elle a invité ses collègues à plus de courage et d'abnégation dans l'exercice de leur métier pour le bien-être des femmes et des enfants, car « derrière chaque vie se cache une sage-femme », a-t-elle souligné.

La journée a également été marquée par la présentation des produits par les

laboratoires Strides et TLG, des témoignages, une parade symbolique du centre culturel Agbonou au CMS Agbonou, une séance de dépistage et de consultation gratuits à l'endroit des femmes.

La représentante du ministre de la Santé, Dr. Tchandana Makilioube a salué l'engagement exceptionnel des sages-femmes, particulièrement durant les périodes de crise sanitaire, humanitaire ou climatique. « A chaque urgence, les sages-femmes sont en première ligne. Leur présence dans les zones reculées, leur résilience face aux pandémies et leur dévouement quotidien sont

tout simplement admirables », a-t-elle déclaré. Mme Tchandana a également rappelé les efforts du gouvernement en faveur de la profession, notamment en matière de recrutement, de renforcement des capacités et d'amélioration des conditions de travail. Car pour le gouvernement « investir dans les sages-femmes, c'est investir dans la vie », a-t-elle insisté.

La cérémonie s'est déroulée en présence du préfet de l'Ogou, Ekpé Kodjo Agbéko, des autorités administratives, traditionnelles et politiques.



1<sup>ER</sup> - 10  
AOÛT  
2025



# 6ÈME FOIRE *Made in Togo*



**THÈME : CONSOMMONS TOGOLAIS  
POUR UNE ÉCONOMIE FORTE ET DURABLE.**



+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70



www.cetef.tg

28 NOV  
14 DEC  
2025

**FOIRE**  
INTERNATIONALE  
**DE LOME**

*Foire de toutes les opportunités*

FOIRE INTERNATIONALE DE **40 ANS**

# LOME

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

**Thème : « 40 ans d'histoire, 20 éditions :  
un regard sur le passé, un cap sur l'avenir »**

+228 91 20 70 70 | +228 99 20 70 70



www.cetef.tg



**CETEF**  
TOGO-2000